



CHAPITRE 45

[Sanctionnée le 6 février 1958]

Loi modifiant le Code de procédure civile
concernant la saisie des gages et salaires

C.P.C.,
a. 599,
am.

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 599 du Code de procédure civile, modifié par l'article 1 de la loi 62 Victoria, chapitre 53, par l'article 1 de la loi 3 Edouard VII, chapitre 55, par l'article 1 de la loi 3 Edouard VII, chapitre 56, par l'article 1 de la loi 18 George V, chapitre 92, par l'article 1 de la loi 19 George V, chapitre 84, par l'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 116, par l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 78, par l'article 5 de la loi 3 George VI, chapitre 96, et par l'article 1 de la loi 3 George VI, chapitre 97, est de nouveau modifié en remplaçant les paragraphes 9, 10 et 11 par les suivants:

"9. Tous autres traitements, salaires et gages pour un minimum de base de vingt-quatre dollars par semaine dans le cas d'un débiteur marié et pourvoyant aux besoins de son conjoint, ou d'un débiteur marié ou veuf ayant charge d'enfant, ou d'un débiteur, quel que soit son état civil, qui est le principal soutien de ses père et mère ou de l'un d'eux;

"10. Lesdits traitements, salaires et gages pour un minimum de base de douze dollars par semaine dans le cas de tout autre débiteur;

CHAPTER 45

[Assented to, the 6th of February, 1958]

An Act to amend the Code of Civil Procedure respecting the seizure of salaries and wages

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

C.C.P.,
a. 599,
am.

1. Article 599 of the Code of Civil Procedure, as amended by section 1 of the act 62 Victoria, chapter 53, by section 1 of the act 3 Edward VII, chapter 55, by section 1 of the act 3 Edward VII, chapter 56, by section 1 of the act 18 George V, chapter 92, by section 1 of the act 19 George V, chapter 84, by section 1 of the act 23 George V, chapter 116, by section 1 of the act 24 George V, chapter 78, by section 5 of the act 3 George VI, chapter 96, and by section 1 of the act 3 George VI, chapter 97, is again amended by replacing paragraphs 9, 10 and 11 by the following:

"9. All other salaries and wages for a basic minimum of twenty-four dollars per week in the case of a married debtor who provides for the needs of his consort, or of a married or widowed debtor having any dependent child, or of a debtor, whatever his civil status, who is the main support of his father and mother or of either of them;

"10. The said salaries and wages, for a basic minimum of twelve dollars per week in the case of any other debtor;

"11. L'excédent desdits minimums de tels traitements, salaires ou gages, sauf dans la proportion de trente pour cent;"

"11. The excess over the said minima of the said salaries or wages, except to the extent of thirty per centum thereof;"

C.P.C.,
a. 599a à
599d, aj.

2. Ledit code est modifié en y ajoutant, après l'article 599, les suivants:

2. The said code is amended by adding thereto, after article 599, the following:

C.C.P.,
aa. 599a
to 599d,
added.

"599a. Pour les fins des paragraphes 9, 10 et 11 de l'article 599, et des articles 697, 697a, 697b, 697f et 697j

"599a. For the purposes of paragraphs 9, 10 and 11 of article 599 and articles 697, 697a, 697b, 697f and 697j

a) Sous réserve de l'article 599b, les termes "traitements", "salaires" et "gages" comprennent, en sus des paiements en argent que comporte leur sens ordinaire, toute rémunération en nature ou en services évaluable en argent et toute rémunération sous forme de boni, de commission, de paiement à la pièce ou de paiement à forfait, gagnée par un employé, un mandataire ou un préposé en vertu d'un contrat de louage de travail ou de service personnel avec un employeur, un mandant ou un commettant;

a. Subject to article 599b, the words "salaries" and "wages" include, besides the money payments implied by their ordinary meaning, any remuneration in kind or in services evaluable in money and any remuneration in the form of a bonus, commission, payment by the piece or by contract, earned by an employee, mandatary or agent under a contract of lease of work or personal services with an employer, mandator or principal;

b) Tous traitements, salaires et gages, qu'ils soient payables à l'heure, à la journée, à la semaine, à la quinzaine, au mois, ou à d'autres intervalles, réguliers ou non, ou globalement en une seule fois pour une tâche ou une période déterminée, sont calculés sur une base hebdomadaire et, à cette fin, s'ils sont payés mensuellement ils sont réputés être, pour chaque mois, les traitements, salaires ou gages de quatre semaines et un tiers et s'ils sont payés bimensuellement ils sont réputés l'être, chaque fois, pour deux semaines et un sixième;

b. All salaries and wages, whether payable by the hour, week, fortnight or month, or by other periods, regular or not, or in the aggregate at one time for a given task or period, shall be calculated on a weekly basis and, for that purpose, if paid monthly shall be deemed, for each month, to be the salary or wages of four and one-third weeks, and if paid half-monthly shall be deemed, each time, to be for two and one-sixth weeks;

c) Le minimum insaisissable et la partie saisissable de l'excédent se calculent sur le montant brut des traitements, salaires ou gages, c'est-à-dire avant déduction des versements d'impôt et des contributions diverses effectués pour le compte de l'employé."

c. The unseizable minimum and the seizable portion of the excess shall be calculated on the gross amount of the salary or wages, that is, before deduction of tax payments and any contributions made on behalf of the employee."

"599b. Les termes "traitements", "salaires" et "gages" ne comprennent pas

"599b. The words "salaries" and "wages" shall not include

a) les contributions d'un employeur aux fonds ou plans de pension, d'assurance, d'aide médicale ou d'assistance sociale de nature similaire constitués en faveur de ses employés;

a. the contributions of an employer to pension, insurance, medical assistance or social welfare funds or plans of a similar nature established in favour of his employees;

b) la valeur de la nourriture ou du logement fourni à un employé ou payé

b. the value of the food or lodging supplied to an employee or paid for him

pour lui à l'occasion de déplacements effectués au cours de l'exécution de son travail;

c) les laissez-passer donnés par une entreprise de transport par terre, par eau ou par air à ses employés pour fin de voyages sur ses véhicules.

"599c. Tout réclamant qui n'est pas satisfait de la valeur attribuée, par le tiers saisi ou le débiteur, selon le cas, à une rémunération en nature ou en services visée par le paragraphe *a* de l'article 599*a* peut s'adresser à un juge de la cour où se trouve le dossier de la saisie-arrêt, dans le cas de l'article 697, ou à un juge de la Cour de magistrat du lieu où se trouve le dossier des dépôts volontaires du débiteur, dans le cas de l'article 697*a*, pour faire reviser et fixer cette évaluation.

La demande s'exerce par requête sommaire alléguant les faits pertinents et appuyée d'un affidavit du réclamant ou d'une personne fiable au courant de ces faits; elle est signifiée au débiteur avec un avis d'au moins six jours francs de la date, de l'heure et du lieu de sa présentation.

"599d. La requête doit être entendue et décidée avec toute la diligence possible.

Si plusieurs demandes de cette nature ont été faites, elles sont toutes réunies pour fins d'audition et un seul jugement est rendu.

Si le juge en vient à la conclusion que l'évaluation du tiers saisi ou du débiteur est insuffisante, il peut l'augmenter, avec effet à compter du jour de la production de la requête au greffe de la cour ou de la première requête dans le cas où il y en a plusieurs.

La décision du juge est sans appel; elle peut toutefois être remplacée ultérieurement par une nouvelle décision au cas d'augmentation ou de diminution de la rémunération en question.

Dans le cas de plusieurs demandes réunies pour fins d'audition et de jugement, il ne peut être accordé de dépens que sur celle qui a été produite la première."

on the occasion of travelling made during the carrying out of his work;

c. the passes given by a land, water or air transportation undertaking to its employees for travelling purposes aboard its vehicles.

"599c. Any claimant who is not satisfied with the value attributed, by the garnishee or the debtor, as the case may be, to a remuneration in kind or in service contemplated in paragraph *a* of article 599*a* may apply to a judge of the court where is the record of the seizure by garnishment, in case of article 697, or to a judge of the Magistrate's Court of the place where is the record of the voluntary deposit of the debtor, in case of article 697*a*, to have such valuation revised and fixed.

The application shall be made by a summary petition stating relevant facts and supported by the affidavit of the claimant or of a credible person having knowledge of such facts; it shall be served upon the debtor with a notice of at least six clear days of the day, hour and place of its presentation.

"599d. The petition must be heard and decided with all possible dispatch.

If several applications of this nature have been made, they shall be joined together for purposes of the hearing and one judgment only is rendered.

If the judge comes to the conclusion that the valuation of the garnishee or of the debtor is insufficient, he may increase the same, with effect from the date of the filing of the petition with the office of the court or of the first petition when several petitions are made.

The decision of the judge shall be without appeal; it may however be replaced thereafter by a new decision in case of increase or decrease of the remuneration concerned.

In the case of several applications joined together for purposes of hearing and judgment, no costs may be awarded except on the application filed in the first place."

C.P.C.,
a. 697,
am.

3. L'article 697 dudit code, modifié par l'article 5 de la loi 1 George V (1910), chapitre 42, par l'article 1 de la loi 25-26

3. Article 697 of the said code, amended by section 5 of the act 1 George V (1910), chapter 42, by section 1 of the

C.C.P.,
a. 697,
am.

George V, chapitre 102, par l'article 6 de la loi 3 George VI, chapitre 96, par l'article 6 de la loi 4 George VI, chapitre 70 et par l'article 12 de la loi 7 George VI, chapitre 47, est de nouveau modifié
a) en remplaçant les trois premiers alinéas par les suivants:

“697. S'il s'agit de la saisie des traitements, salaires ou gages mentionnés aux paragraphes 9, 10 et 11 de l'article 599, la saisie-arrêt est tenante pour la partie saisissable aussi longtemps que le contrat ou l'engagement continue ou que le débiteur est à l'emploi du tiers saisi et que la créance du saisissant et toutes réclamations produites en vertu du troisième alinéa du présent article n'ont pas été acquittées.

Le débiteur ou son procureur peut donner avis de cette saisie à tout autre créancier du débiteur, par ministère d'huissier ou par poste recommandée. Le procès-verbal de l'huissier ou, selon le cas, une copie de l'avis avec le certificat de recommandation postale accompagnée d'une déclaration sous serment à l'effet qu'il s'agit d'une copie conforme de l'avis adressé au créancier, font preuve *prima facie* de la signification de cet avis.

Tout créancier du débiteur, tant que la saisie reste tenante, peut déposer dans le dossier de la cause sa réclamation; dans ce cas, il doit en donner avis au saisissant, au saisi et au tiers saisi.

Cette réclamation est, au surplus, soumise aux dispositions de l'article 697c.

Tant que la saisie-arrêt reste tenante aucun autre créancier qui a reçu l'avis mentionné au deuxième alinéa ci-dessus ne peut, sous peine de nullité absolue de sa procédure, pratiquer un autre saisie-arrêt sur le salaire du débiteur.

Le protonotaire ou le greffier, selon le cas, après avoir colloqué le saisissant pour ses frais, distribue les sommes déposées conformément à l'article 697h.”;

b) en remplaçant le dernier alinéa par les suivants:

“Pour le surplus, la saisie est sujette à l'application des mêmes règles que toute autre saisie-arrêt.

act 25-26 George V, chapter 102, by section 6 of the act 3 George VI, chapter 96, by section 6 of the act 4 George VI, chapter 70, and by section 12 of the act 7 George VI, chapter 47, is again amended

a. by replacing the first three paragraphs by the following paragraphs:

“697. In seizing salaries or wages mentioned in paragraphs 9, 10 and 11 of article 599, the seizure by garnishment remains binding for the proportion which is seizable, so long as the contract or engagement continues, or so long as the debtor remains in the employ of the garnishee and the claim of the seizing creditor and all the claims produced under the third paragraph of this article have not been paid.

The debtor or his attorney may give notice of such seizure to any other creditor of the debtor, by the instrumentality of a bailiff or by registered mail. The bailiff's return, or a copy of the notice with the certificate of registration and a declaration under oath that it relates to a true copy of the notice to the creditor, as the case may be, shall be *prima facie* proof of the service of such notice.

Any creditor of the debtor, as long as the seizure remains binding, may file his claim in the record of the case; in such case he shall give notice thereof to the seizing creditor, to the debtor and to the garnishee.

Such claim shall also be subject to the provisions of article 697c.

As long as the seizure by garnishment remains binding, no other creditor who has received the notice mentioned in the second paragraph hereinabove shall, under pain of the absolute nullity of his proceedings, make another seizure by garnishment of the debtor's salary.

The protonotary or clerk, as the case may be, after collocating the seizing creditor for his costs, shall distribute the amounts deposited in conformity with article 697h.”;

b. by replacing the last paragraph by the following:

“The seizure shall also be subject to the application of the same rules as any other seizure by garnishment.

Le protonotaire ou le greffier, selon le cas, doit, lorsque le jugement et toutes les réclamations produites ont été acquittés, en informer le saisi et le tiers saisi.

Le réclamant a droit à l'intérêt au taux légal, sur sa réclamation, à compter de sa production.

La production d'une réclamation en vertu du présent article en interrompt la prescription.

Le jugement rendu, dans une contestation d'une réclamation déposée au dossier de la cause, sur le mérite de cette réclamation, a le même effet et est exécutoire de la même manière qu'un jugement rendu sur une action ordinaire.

Aucun employeur ne peut, sous peine de tous dommages causés par là à un employé, le congédier pour le seul motif que son salaire a été l'objet d'une saisie-arrêt."

The prothonotary or clerk, as the case may be, when the judgment and all claims filed have been paid, shall so inform the debtor and the garnishee.

The claimant is entitled to interest on his claim at the legal rate from the filing thereof.

The filing of a claim under this article interrupts the prescription thereof.

The judgment rendered in a contestation of a claim filed in the record of the case, on the merits of such claim, has the same effect and is executory in the same manner as a judgment rendered in an ordinary action.

No employer shall, on pain of all damages thereby caused to an employee, dismiss him only because his salary has been seized by garnishment."

C.P.C.,
a. 697a,
remp.

4. L'article 697a dudit code, édicté par l'article 7 de la loi 3 George VI, chapitre 96, et modifié par l'article 7 de la loi 4 George VI, chapitre 70, est remplacé par le suivant:

"**697a.** Aucun créancier ne peut saisir les traitements, salaires ou gages du débiteur qui

a) en n'importe quel temps avant que lesdits traitements, salaires ou gages aient été saisis, produit une déclaration conforme à l'article 697b;

b) dépose la partie saisissable de ces traitements, salaires ou gages dans les quatre jours qui en suivent le paiement;

c) continue par la suite, jusqu'à l'extinction des réclamations produites au dossier par ses créanciers, à déposer, à chaque terme de paiement et dans les mêmes délais, la partie saisissable de ces traitements, salaires ou gages.

Aucun créancier ne peut non plus, pendant que le débiteur satisfait aux exigences du présent article, saisir les meubles meublants qui garnissent sa demeure, sauf dans l'exercice d'un privilège ou d'un droit de revendication."

Id.,
a. 697b,
remp.

5. L'article 697b dudit code, édicté par l'article 7 de la loi 3 George VI, chapitre 96, modifié par l'article 6 de la loi 5 George VI, chapitre 68, et par l'article

4. Article 697a of the said code, C.P.C.,
a. 697a,
replaced.
enacted by section 7 of the act 3 George VI, chapter 96, and amended by section 7 of the act 4 George VI, chapter 70, is replaced by the following:

"**697a.** No creditor may seize the salary or wages of the debtor who,

a. at any time before the said salary or wages was seized, produces a declaration in conformity with article 697b;

b. deposits the seizable portion of such salary or wages within the four days following the payment thereof;

c. continues thereafter, until the extinction of the claims filed in the record by his creditors, to deposit, at each payment date and within the same delays, the seizable portion of such salary or wages.

No creditor may neither, while the debtor complies with the requirements of this article, seize the furniture which furnish his residence, except in the exercise of a privilege or of a right of recovery."

5. Article 697b of the said code, Id.,
a. 697b,
replaced.
enacted by section 7 of the act 3 George VI, chapter 96, amended by section 6 of the act 5 George VI, chapter 68, and by

6 de la loi 9 George VI, chapitre 68, est remplacé par le suivant:

"697b. La déclaration du débiteur ainsi que le dépôt qui l'accompagne et les dépôts subséquents se font, au choix du débiteur, au greffe de la Cour de magistrat du district judiciaire ou du district électoral ou de la localité où il a son domicile.

Cette déclaration doit être faite sous serment et contenir les mentions suivantes:

a) le nom, l'occupation et l'adresse de son ou de ses employeurs;

b) le montant et l'échéance de ses traitements, salaires ou gages;

c) son état civil et ses charges de famille visées au paragraphe 9 de l'article 599, s'il en est;

d) la liste de ses créanciers avec leur adresse, ainsi que la nature et le montant de leurs créances.

Le greffier de la cour envoie, par poste recommandée, un avis de la déclaration à tous les créanciers nommés dans cette liste et à tous ceux dont les noms et adresses lui seront fournis par la suite. Les dépenses occasionnées au greffier par ce service lui sont remboursées à même le fonds consolidé du revenu.

Le débiteur qui change d'emploi ou d'adresse ou dont les conditions d'engagement sont modifiées doit, dans les sept jours, produire entre les mains du greffier une nouvelle déclaration sous serment, attestant ces changements.

S'il cesse de travailler, il est tenu de produire entre les mains du greffier et dans le même délai une déclaration sous serment à cet effet; lorsqu'il reprend le travail, il doit, également dans les sept jours, produire entre les mains du greffier une nouvelle déclaration sous serment dans la forme prévue au paragraphe a de l'article 697a et se conformer aux dispositions des paragraphes b et c dudit article."

6. L'article 697c dudit code, édicté par l'article 7 de la loi 3 George VI, chapitre 96, et modifié par l'article 7 de la loi 9 George VI, chapitre 68, est remplacé par le suivant:

section 6 of the act 9 George VI, chapter 68, is replaced by the following:

"697b. The declaration of the debtor, as well as the deposit accompanying the same and the subsequent deposits, shall be made, at the debtor's option, in the office of the Magistrate's Court of the judicial district or of the electoral district or of the locality where he is domiciled.

Such declaration shall be made under oath and shall contain the following particulars:

a. the name, occupation and address of his employer or employers;

b. the amount and time of payment of his salary or wages;

c. his civil status and family responsibilities as contemplated in paragraph 9 of article 599, if any;

d. a list of his creditors with their addresses and the nature and amounts of their claims.

The clerk of the court shall send, by registered mail, a notice of the declaration to all the creditors mentioned in such list and to all those whose names and addresses have subsequently been furnished to him. The expenses incurred by the clerk for this service shall be repaid to him out of the consolidated revenue fund.

A debtor who changes his employment or address or whose conditions of engagement are altered must, within seven days, file with the clerk another declaration under oath testifying to such changes.

If he ceases to work, he must file with the clerk and within the same delay a sworn declaration to that effect; when he resumes work he must also, within seven days, file with the clerk another sworn declaration in the form provided for in sub-paragraph a of article 697a and comply with the provisions of sub-paragraphs b and c of the said article."

6. Article 697c of the said code, enacted by section 7 of the act 3 George VI, chapter 96, and amended by section 7 of the act 9 George VI, chapter 68, is replaced by the following:

C.P.C.,
a. 697c,
remp.

C.C.P.,
a. 697c,
replaced.

“697c. Tout créancier peut produire sa réclamation au dossier.

Chaque réclamation doit énoncer la nature et le montant de la dette, être accompagnée des pièces invoquées à son soutien et être attestée sous serment.

S'il s'agit d'une réclamation sur compte, celui-ci doit être produit, en détail, avec la réclamation.

A défaut de production des pièces ou, selon le cas, du compte en détail à l'appui de sa réclamation, le débiteur, et tout créancier intéressé peuvent, en tout temps, sur requête signifiée, produite et présentée selon les règles ordinaires de procédure, obtenir du juge de district siégeant à la cour où le débiteur fait ses dépôts le rejet de ladite réclamation du dossier, à moins que le créancier n'établisse l'impossibilité, pour quelque raison jugée suffisante par le juge, de produire ce compte ou ces pièces et ne prouve autrement, à la satisfaction du juge, le bien-fondé de sa réclamation.

La production des pièces ou d'un compte en détail à l'appui d'une réclamation n'est cependant pas requise lorsqu'il s'agit d'une créance identifiable, par sa nature et son montant, comme l'une de celles mentionnées dans la liste de créanciers fournie par le débiteur en vertu du paragraphe *d* du deuxième alinéa de l'article 697b, à moins que cette production ne soit demandée ou que la réclamation ne soit contestée par quelque partie intéressée; les dispositions de l'alinéa précédent concernant l'impossibilité de produire des pièces ou un compte en détail s'appliquent alors dans ce cas.

La production d'une réclamation en vertu du présent article en interrompt la prescription.

Le réclamant a droit à l'intérêt, au taux légal, sur sa réclamation, à compter de sa production.”

C.P.C.,
a. 697d,
remp.

7. L'article 697d dudit code, édicté par l'article 7 de la loi 3 George VI, chapitre 96, est remplacé par le suivant:

“697d. Le réclamant doit, sous peine de nullité de la production de sa réclamation, en signifier copie au débiteur avant ou dans les six jours suivant cette production.

“697c. Any creditor may file his claim in the record.

Each claim must state the nature and amount of the debt, be accompanied by the documents invoked in its support and be attested under oath.

If the claim be on an account, the latter must be produced in detail, with the claim.

In default of the filing of the documents, or of the detailed account in support of his claim, as the case may be, the debtor and any creditor interested may, at any time, on a petition served, filed and presented according to the ordinary rules of procedure, obtain from the district judge sitting in the court where the debtor makes his deposits, the dismissal of the said claim from the record, unless the creditor establish the impossibility, for any reason deemed sufficient by the judge, of filing such account or such documents and unless he adduce other proof, to the satisfaction of the judge, that his claim is well founded.

The filing of the documents or of a detailed account in support of a claim is not required, however, in the case of a claim which can be identified, by its nature or amount, as one of those mentioned in the list of creditors furnished by the debtor under subparagraph *d* of the second paragraph of article 697b, unless such filing is demanded or the claim is contested by some interested party; the provisions of the preceding paragraph respecting the impossibility of filing documents or a detailed account shall then apply in such case.

The filing of a claim under this article interrupts the prescription thereof.

The claimant is entitled to interest on his claim at the legal rate from the filing thereof.”

7. Article 697d of the said code, enacted by section 7 of the act 3 George VI, chapter 96, is replaced by the following: C.C.P.,
a. 697d,
replaced.

“697d. The claimant must, under penalty of the nullity of the filing of his claim, serve a copy thereof upon the debtor prior to or within the six days following such filing.

Cette réclamation doit énoncer le nom du réclamant, la nature et le montant de la dette, les pièces ou, suivant le cas, le compte produit à l'appui et la date de la production de la réclamation.

La réclamation peut être signifiée soit par un huissier, soit par mise à la poste, sous pli recommandé, à la dernière adresse du débiteur telle qu'elle apparaît au dossier dans lequel le débiteur fait ses dépôts.

La preuve de la signification se fait par le dépôt du procès-verbal de signification de l'huissier ou, selon le cas, du certificat de recommandation postale joint à la réclamation, comportant serment à l'effet que copie en a été expédiée au débiteur."

Such claim must state the name of the claimant, the nature and amount of the debt, the documents or, as the case may be, the account filed in support thereof and the date of filing the claim.

The claim may be served either by a bailiff or by sending it by registered mail to the last address of the debtor as it appears in the record in which the debtor makes his deposits.

Proof of the service is made by filing the bailiff's return of service or, as the case may be, the registered letter certificate attached to the claim bearing an affidavit certifying that a copy thereof has been sent to the debtor."

C.P.C.,
a. 697f,
remp.

8. L'article 697f dudit code, édicté par l'article 7 de la loi 3 George VI, chapitre 96, est remplacé par le suivant :

8. Article 697f of the said code, enacted by section 7 of the act 3 George VI, chapter 96, is replaced by the following:

C.C.P.,
a. 697f,
replaced.

"**697f.** Toute personne qui, ayant reçu l'avis mentionné à l'article 697b, saisit les traitements, salaires ou gages d'un débiteur qui s'est conformé aux exigences des articles 697a et 697b ou qui, dans tous les cas, refuse de donner mainlevée d'une telle saisie au débiteur lorsqu'il lui est légalement démontré que celui-ci s'est conformé aux dispositions desdits articles, est responsable envers ce dernier de tous les dommages qui lui sont causés par suite de l'institution de cette saisie ou, selon le cas, du refus du créancier de lui accorder telle mainlevée.

"**697f.** Every person who, having received the notice mentioned in article 697b, seizes the salary or wages of a debtor who has complied with the requirements of articles 697a and 697b or who, in any case, refuses to give the debtor a release of such seizure when it has been legally demonstrated to him that the debtor has complied with the provisions of the said articles, is liable to the latter for all damages which may be caused to him by the effecting of such seizure or by the creditor's refusal to grant him such release, as the case may be.

Dans tous les cas, un juge de la cour où le jugement a été rendu peut, sur requête sommaire du débiteur, après avoir fourni au saisissant l'occasion de se faire entendre et s'être rendu compte que le débiteur s'est conformé à la loi, donner à celui-ci mainlevée de cette saisie-arrêt, sans autre formalité de justice; sous réserve cependant du droit du débiteur de contester ladite saisie-arrêt par les voies ordinaires de la procédure, s'il le préfère."

In all cases, a judge of the court in which the judgment was rendered may, on summary petition by the debtor, after having given the seizing creditor an opportunity to be heard and having ascertained that the debtor has complied with the law, give to the latter a release of such seizure by garnishment, without any other judicial formality; subject however to the right of the debtor to contest the said seizure by garnishment by the ordinary procedural means, if he prefers to do so."

Id.,
a. 697g,
am.

9. L'article 697g dudit code, édicté par l'article 7 de la loi 3 George VI, chapitre 96, est modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant :

"Si la réclamation a été contestée par le débiteur, le jugement rendu sur le mérite de cette réclamation a le même effet et est

9. Article 697g of the said code, enacted by section 7 of the act 3 George VI, chapter 96, is amended by adding thereto, at the end, the following paragraph:

"If the claim has been contested by the debtor, the judgment rendered on the merits of such claim has the same effect

Id.,
a. 697g,
am.

exécutoire de la même façon qu'un jugement rendu sur une action ordinaire."

and is executory in the same manner as a judgment rendered in an ordinary action."

C.P.C.,
a. 697h,
remp.

10. L'article 697h dudit code, édicté par l'article 7 de la loi 3 George VI, chapitre 96, est remplacé par le suivant:

10. Article 697h of the said code, enacted by section 7 of the act 3 George VI, chapter 96, is replaced by the following: C.P.C.,
a. 697h,
replaced.

"697h. Les sommes déposées par le tiers saisi en vertu de l'article 697 ou par le débiteur en vertu des articles 697a et 697b deviennent, dès leur dépôt, la propriété des créanciers colloqués lors de la prochaine distribution et le greffier de la cour où ces sommes sont déposées doit au moins à chaque trimestre déterminer sommairement, au marc la livre et sans frais, le montant qui revient à chacun de ces créanciers et faire tenir à chacun d'eux ce montant à sa dernière adresse connue, à moins que le créancier ou quelqu'un d'autre par lui autorisé ne le réclame en personne au bureau du greffier dans les quinze jours de la distribution."

Toute réclamation du conjoint du débiteur découlant d'un contrat de mariage et stipulant en sa faveur le paiement d'une somme d'argent ou la livraison de biens futurs ne peut être colloquée sur les sommes ainsi déposées qu'après l'acquittement des autres réclamations."

"697h. The sums deposited by the garnishee under article 697 or by the debtor under articles 697a and 697b become, upon being deposited, the property of the creditors collocated at the time of the next distribution and the clerk of the court where such sums are deposited must, every three months, determine summarily, rateably and without costs, the amount coming to each such creditor and cause such amount to be sent to each of them to his last known address, unless the creditor or another person authorized by him claims it in person at the office of the clerk within fifteen days of the distribution."

No claim by the spouse of the debtor based upon a marriage contract and requiring payment of a sum of money or delivery of future property to such spouse shall be collocated against the amounts so deposited until all other claims have been paid."

Id.,
a. 697j,
aj.

11. Ledit code est modifié en y ajoutant, après l'article 697i, le suivant:

11. The said code is amended by adding, after article 697i, the following: Id.,
a. 697j,
added.

"697j. Les frais d'une action de dette non contestée d'une catégorie mentionnée à l'article 532, intentée pendant qu'une saisie-arrêt est pendante sur le traitement, le salaire ou les gages du débiteur, par un créancier qui a reçu l'avis prévu par le deuxième alinéa de l'article 697, ou, pendant que le débiteur en dépose la partie saisissable conformément à l'article 697a, par un créancier qui a reçu l'avis prévu par l'article 697b, ne peuvent, sans la permission d'un juge de la cour qui a rendu le jugement, être colloqués sur la distribution des deniers déposés par le tiers saisi ou, selon le cas, par le débiteur, ni en aucun temps être recouvrés par voie de saisie-arrêt sur le salaire du débiteur."

Cette permission est demandée par requête sommaire exposant les raisons de l'institution de l'action, appuyée d'un

"697j. The costs of an uncontested action for debt of any category mentioned in article 532, taken while a seizure by garnishment of the salary or wages of the debtor is pending, by a creditor who has received the notice provided for by the second paragraph of article 697, or while the debtor deposits the seizable portion thereof in accordance with article 697a, by a creditor who has received the notice provided for by article 697b, shall not, without the permission of a judge of the court which rendered the judgment, be collocated on the distribution of the moneys deposited by the garnishee or the debtor, as the case may be, nor shall they at any time be recovered by way of seizure by garnishment of the debtor's salary."

Such permission is applied for by summary petition setting out the reasons for instituting the action, supported by the

affidavit du requérant ou d'une personne fiable au courant des faits allégués, et signifiée au débiteur avec un avis d'au moins six jours francs du jour, de l'heure et du lieu de sa présentation.

Le juge n'accorde la permission que s'il est établi à sa satisfaction que le demandeur était justifiable, en raison de la nature de sa réclamation ou d'autres circonstances particulières, d'intenter ladite action.

A moins que le débiteur ne la conteste, aucun frais ne peut être adjugé contre lui sur cette demande."

affidavit of the petitioner or of a credible person having knowledge of the facts alleged, and served upon the debtor with a notice of at least six clear days of the day, hour and place of its presentation.

The judge shall not grant permission unless it is shown to his satisfaction that the plaintiff was justified, by reason of the nature of his claim or of other special circumstances, to institute the said action.

Unless the debtor contests it, no costs shall be awarded against him on such application."

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le premier mars 1958.

12. This act shall come into force on the first day of March, 1958. Coming
into force.